



UNITED NATIONS
NIGER



RAPPORT ANNUEL
DES RESULTATS DE L'EQUIPE PAYS
DES NATIONS UNIES
Niger

MARS 2023



TABLE DES MATIERES

COMPOSITION DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU NIGER	4
Agences des Nations Unies au Niger	4
Principaux pays donateurs	5
Programmes conjoints financés par les partenaires des Nations Unies au Niger	5
Principaux partenaires	5
ACRONYMES	6
LE NIGER EN CHIFFRE	7
1 CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL	9
2 RESULTATS CLES DE L'UNDAF 2019-2022	10
2.1 Contexte de mise en œuvre et présentation des effets et produits de l'UNDAF 2019-2022	10
2.2 Les dimensions stratégiques et les cinq effets de l'UNDAF	11
Les résultats sous l'Effet 1	12
Les résultats sous l'Effet 2	14
Les résultats sous l'Effet 3	17
Les résultats sous l'Effet 4	19
Les résultats sous l'Effet 5	22
2.3 Domaines transversaux et programmes conjoints (PBF, Spotlight et PSEA)	23
2.3.1 Genre	23
2.3.2 Droits Humains	23
2.3.3 Redevabilité/ Protection contre l'exploitation et les abus sexuels PSEA	24
2.3.4 Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF)	24
2.4 Avancées dans la mise en œuvre de la réforme	25
2.4.1 Communication conjointe	25
2.4.2 Évaluation et leçons apprises	25
2.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources	26
3 PRIORITES DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023	26

AVANT-PROPOS

La description du contexte de mise en œuvre de l'UNDAF 2019 - 2022 a essentiellement pour objet de mettre en lumière les défis, les opportunités et les questions émergentes qui ont influencé l'exécution des programmes et des projets bénéficiant de l'appui technique et financier des agences des Nations Unies pour contribuer à la réalisation des effets escomptés de ce cadre de coopération. Mais, cette description met l'accent sur les facteurs contextuels qui ont caractérisé les domaines d'intervention de l'Equipe pays des Nations Unies qui sont reflétés à travers ses priorités stratégiques.

L'UNDAF 2019-2022 est le cadre stratégique dont dispose le Système des Nations Unies pour apporter un appui conjoint et intégré aux priorités nationales définies dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017- 2021. Il est donc aligné aux effets escomptés du PDES 2017- 2021 ainsi qu'aux ODD et aux cibles priorisées par le pays. La réforme des Nations Unies a réaffirmé l'importance de l'UNDAF comme principal outil pour le renforcement de la coordination, la cohérence et la synergie des interventions des Fonds, Programmes et Institutions Spécialisées et pour garantir leur alignement aux Objectifs de développement durable (ODD) ainsi qu'aux priorités des pays bénéficiaires.

L'UNDAF 2019-2022 s'articule autour de trois domaines : (i) Résilience, (ii) Gouvernance-Paix-Sécurité ; (iii) Développement Social et Dividende Démographique qui ont été choisis en tenant compte des conclusions et des recommandations de l'analyse commune de pays, des avantages comparatifs du SNU ainsi que des priorités et des résultats stratégiques du PDES.

Des échanges poussés ont eu lieu au sein de l'Equipe pays avec une collaboration plus systématique, notamment sur la base du Plan-Cadre de l'Assistance au Développement - UNDAF qui devient désormais (Sustainable Development Cooperation Framework ou Plan-Cadre de Coopération - PCC).

Au niveau politique, l'Equipe Pays fait partie du Comité Gouvernement - Partenaires Techniques et Financiers qui a pour mission d'orienter la coordination et l'harmonisation des interventions des partenaires, de servir de cadre de dialogue entre le Gouvernement et les partenaires, de veiller à l'alignement des appuis au cycle budgétaire et de faciliter la mobilisation des ressources financières et techniques.

Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente
Du Système des Nations Unies au Niger

COMPOSITION DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU NIGER

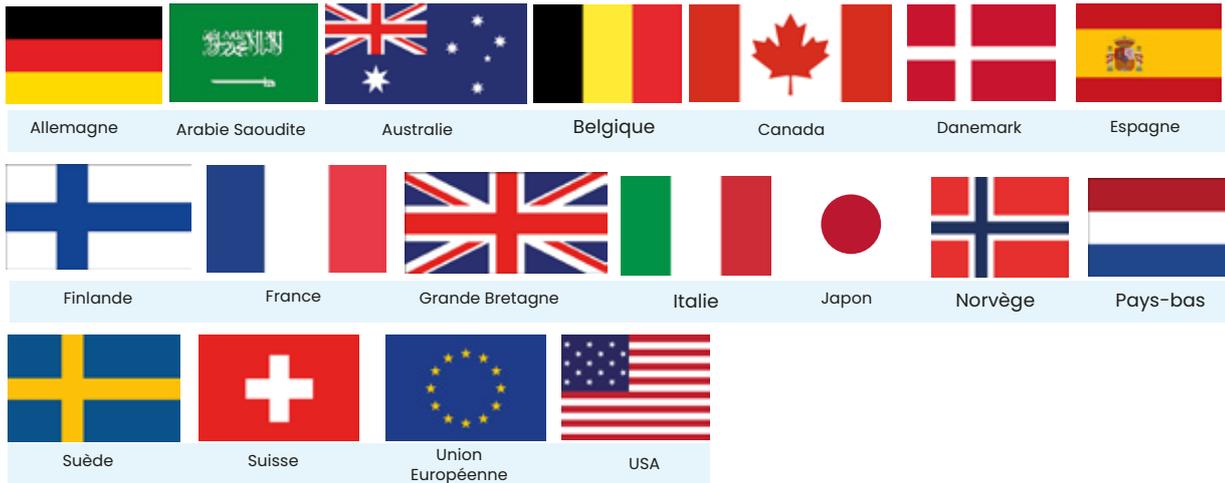
L'Equipe pays du Niger est composée de 21 agences résidentes et non-résidentes et de 2 institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). De nouvelles agences des Nations Unies se sont ajoutées à l'Equipe Pays du Niger au fil du temps, mais elles n'ont pris part à la mise en œuvre

de l'UNDAF 2019-2022, notamment le Centre de Commerce International (ITC), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) et United Nations Mine Action Service (UNMAS).

Agences des Nations Unies au Niger



Principaux pays donateurs



Programmes conjoints financés par les partenaires des Nations Unies au Niger



Principaux partenaires

Institutions financières

Banque Mondiale, Fonds Monétaire International (FMI), Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Commission de l'UEMOA, Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Islamique de Développement (BID), Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Les pays donateurs

Union Européenne / ECHO, Allemagne, Italie, Arabie Saoudite, Japon, Australie, Norvège, Pays Bas, Suisse, Belgique, Suède, Canada, Danemark, France, Espagne, Etats -Unies, Grande Bretagne, Luxembourg, Finlande

Institutions de l'Etat

CENI, CNDH, CSC, Médiature, HACP,

CNCCAI.

Organisation non gouvernementales

Les ONGs internationales humanitaires, les ONGs Nationales évaluées, les réseaux des femmes, les réseaux des jeunes, les associations des chefferies traditionnelles, des leaders religieux, Chambre de commerce et d'agriculture au Niger, Unilever, Société de transformation alimentaire, Club Rotary Facebook / WHATSAPP, Fondation Skala, Fondation Bill & Melinda Gates, Sudwest Presse, Sixième Sens, Clé de peau beauté, Organisation de professionnels de l'Industrie au Niger, Sociétés de télécommunications, Sociétés de transfert d'argent, Université de Niamey et les Universités des Régions, NASA (National Spatial Agency), AIMS Asset Impact Monitoring System, IRI international Research Institute for Climat and Society, DIME Development Impact Evaluation, LASDEL



ACRONYMES

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data
AGR	Activités génératrices de revenus
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CCM	Cadre de Concertation des Migrations
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains
CNDP	Conseil National du Dialogue Politique
COP	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Sommet de Rio en 1992)
DIH	Droit International Humanitaire
DSSR	Droits et Santé Sexuels et Reproductifs
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
F CFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds international de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GTGDH	Groupe Technique Genre et Droits Humains
GEWE	Gender Equality and Women's Empowerment
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	Indice de Développement Humain
ILO/BIT	Organisation Internationale du Travail
INS	Institut National de la Statistique
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEV	Organisation Extrémiste Violente
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUFemmes	Organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PCC	Plan-Cadre de Coopération
PDES	Plan de Développement Économique et Social
PECP	Prise en charge pédiatrique
PIB	Produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour le Développement (UNDAF en Anglais)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
SNU	Système des Nations Unies
UA	Union Africaine
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNCDF	Fonds des Nations Unies pour l'accès aux capitaux publics et privés
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
USD	Dollars des États Unis
VBG	Violence basée sur le genre
VNU	Volontaire des Nations unies
ZLECA	Zone de Libre-Échange Continental Africaine

LE NIGER EN CHIFFRES

POPULATION TOTALE (2022): 24.463.374



- 16,3% Population urbaine
- 83,7% Population rurale
- 50,1% Population de moins de 15 ans
- 65% Femmes de 20 à 24 ans mariées /en union avant l'âge de 18 ans
- 6,2 Taux de fécondité (2021) :
- 3,7% Taux de croissance démographique

ÉDUCATION



- 73,0% Taux brut de scolarisation (2021) : (Filles : 69,1% ; garçons : 76,9%).
- 53,9% Taux d'achèvement du primaire (2021) (Filles : 51,1% ; Garçons : 56,5%).
- 878 Nombre d'écoles primaires et secondaires fermées (Décembre 2022) y compris 848 écoles primaires et 30 écoles secondaires).

SANTÉ



- 61 ans Espérance de vie à la naissance (2020) (hommes + femmes)
- 0,4 Indice de Développement Humain (IDH) 2021/2022 (189ème sur 191 pays classés)
- 441 Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (2020) : (UN estimate)
- 43 Taux de mortalité néonatale (pour 1000 naissances vivantes) (2021)
- 123 Taux de mortalité pour enfants moins de 5 ans (pour 1000 enfants)
- 43,6% Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (2021)
- 54,47% Taux de couverture sanitaire (2022) SNIS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



- 2 millions Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Nov-Dec 2022) :
- 2.9 millions Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère pendant la période de soudure (Juin-Août)



NUTRITION



- 12,2% Taux de malnutrition aigüe globale
- 2,4% Taux de malnutrition aigüe sévère
- 9,8% Taux de malnutrition aigüe modérée

JUSTICE

- 448 Nombre de magistrats (2021) : 406 hommes (90,62%) et 42 femmes (9,38%).
- 52661 Ratio habitants par magistrat (2021)
- 369 Nombre de greffiers : 141 hommes (38,21%) et 228 femmes (61,79%)
- 37 Maisons d'Arrêt (2021) :
- 1 Centre de réinsertion des Jeunes
- 2 Centres d'accueil des Mineurs en conflit avec la loi

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- : 47,2% Proportion de la population vivant en milieu rural ayant accès à l'eau potable

VIOLENCES-BASÉES SUR LE GENRE

- 3472 Nombre de cas de violences-basées sur le genre dans 4 régions (2022) Diffa, Tillabéry, Tahoua et Maradi.



1

CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL



6,6%

Croissance économique en 2022



-35%

Victimes incidents de sécurité en comparaison à 2021

Budget sécurité de l'État : 14%



189e/191

Indice de Développement Humain (IDH)



4,3 millions

Personnes en insécurité alimentaire



L'instabilité politique dans la région du Sahel, la reconfiguration des partenariats sécuritaires dans la région, la violence des groupes armés dans le Liptako-Gourma et dans le bassin du lac Tchad, les pluies irrégulières provoquant des inondations et des sécheresses, l'impact économique et la diminution de l'attention de la communauté internationale en raison de la guerre en Ukraine sont autant d'éléments qui ont affecté le contexte humanitaire, sécuritaire et le développement du Niger. Les prix des produits de base ont augmenté, exacerbant une insécurité alimentaire déjà alarmante et des taux de malnutrition très élevés. En conséquence, le Plan de réponse humanitaire 2023 prévoit que 4,3 millions de Nigériens seront dans le besoin, contre 2,4 millions de personnes en 2018. Malgré les défis multiformes auxquels le pays est confronté, la croissance économique du Niger reste l'une des plus dynamiques de la sous-région. Les prévisions pour 2023 estiment une croissance économique de 7,3 % due principalement à l'achèvement de l'oléoduc Bénin-Niger et à l'exploitation et l'exportation du pétrole.

Sur le plan politique, l'année 2022 a été marquée par les événements suivants: (i) la reprise des réunions du Conseil National du Dialogue Politique (CNDP), boycottées par l'opposition depuis 2016 ; (ii) la nomination du chef de file de l'opposition le 13 février (statut consacré par la Constitution de 2011) ;(iii) l'Intégration de l'ex-op-

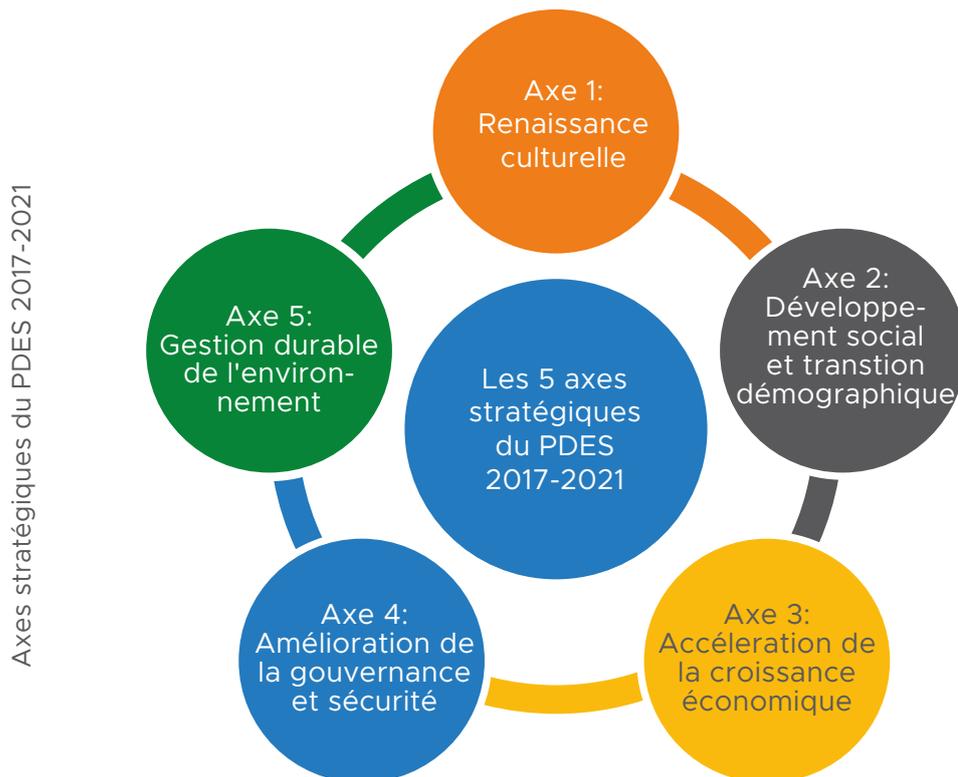
posant Ibrahim Yacouba à la majorité présidentielle au mois d'avril, et sa nomination au poste de Ministre d'État, Ministre de l'Énergie et des Énergies Renouvelables ; (iv) Retour au Parlement de l'opposant Mahamane Ousmane.

Cependant, les pressions sur l'espace civique et les préoccupations relatives à la liberté d'expression restent des points majeurs de discordance au sein de la classe politique et des organisations de la société civile.

Au niveau sécuritaire, les données de l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) révèlent une amélioration en 2022 de la capacité de réponse du pays aux attaques meurtrières des groupes armés. Le nombre total de décès a été inférieur à mille pour la première fois depuis 2019. Malgré ces résultats positifs, la protection des civils dans les zones de Tillabéry, Tahoua et Diffa, reste préoccupante. Les forces armées du Niger, qui comptent 33 000 hommes, devraient passer à 50 000 d'ici 2025. En août, le gouvernement a annoncé son intention d'atteindre 100 000 hommes d'ici 2030. En parallèle, depuis début 2022, un dialogue avec les groupes armés a été initié dans l'optique d'encourager le désarmement.



2.1 Contexte de mise en œuvre et présentation des effets et produits de l'UNDAF 2019-2022



Le Gouvernement du Niger a adopté en Septembre 2017 son Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2017-2021 après un processus consultatif et inclusif. Le PDES 2017-2021 vise à « contribuer à bâtir un pays pacifique, bien gouverné, avec une économie émergente et durable et une société fondée sur des valeurs d'équité et de partage des fruits du progrès », à travers les cinq (5) axes stratégiques représentés dans la figure ci-dessus. Cet outil de planification à moyen terme, tire son fondement de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger 2035) qui a pour ambition de faire du Niger à l'horizon 2035, « un pays uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles sous-tendues par un Développement Durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire ». Le PDES met en outre un accent particulier sur l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

En réponse aux priorités nationales définies par le Gouvernement du Niger dans son PDES 2017-2021, le système des Nations Unies a élaboré un plan cadre, appelé communément le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD). Le plan-cadre, renommé désormais United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (UNSDCF), est le principal outil de mise en œuvre de la réforme des Nations Unies. Il est conçu pour renforcer la coordination, la cohérence et la synergie des interventions des Fonds, Programmes et Institutions Spécialisées et de garantir leur alignement sur les Objectifs de développement Durable (ODD) et les priorités du Niger.

Aligné aux priorités définies dans le PDES 2017-2021, l'UNDAF 2019-2022 comporte trois domaines : résilience ; (ii) gouvernance, paix et sécurité ; (ii) développement social et dividende démographique. Ces trois domaines sont déclinés en cinq résultats lesquels ont donné lieu à des groupes de résultats.

2.2 Les dimensions stratégiques et les cinq effets de l'UNDAF

DOMAINE

« RESILIENCE »

"D'ici à 2021, la résilience des populations des zones ciblées du Niger est améliorée, avec des moyens d'existence renforcés, un niveau de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle réduit, dans un contexte de participation effective des institutions et des communautés locales"

• **UNDAF - Effet 1:** "D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décentes, participent aux mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique".

DOMAINE

« GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE »

D'ici à 2021, le Niger a amélioré sa gouvernance politique, économique, administrative, judiciaire et sécuritaire, accéléré sa diversification et sa transformation structurelle pour une croissance plus inclusive et résiliente et une réduction des inégalités de genre.

• **UNDAF - Effet 2:** D'ici à 2021, la gestion du développement et des données statistiques à tous les niveaux ; la sécurité transfrontalière et communautaire ainsi que le système judiciaire sont améliorés et garantissent les droits humains avec des institutions aptes à conduire des processus démocratiques et des collectivités territoriales capables de satisfaire les besoins spécifiques des couches les plus vulnérables.

• **UNDAF - Effet 3:** D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquièrent des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants.

DOMAINE

« DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE ».

D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables, particulièrement les jeunes filles et garçons, et les enfants dans les zones ciblées, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation de qualité, formels et non formel, dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus.

• **UNDAF - Effet 4:** D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables, particulièrement, les jeunes, les enfants, filles et garçons, dans les zones rurales, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation formels et non formels de qualité permettant l'acquisition de connaissances et compétences utiles pour la vie dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus.

• **UNDAF - Effet 5:** D'ici à 2021, les populations des zones ciblées, particulièrement les femmes, les enfants et les adolescent(e)s, utilisent équitablement les services de qualité en matière de santé, santé sexuelle et de la reproduction, de VIH/SIDA et de nutrition, ainsi que les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Les résultats sous l'Effet 1

"D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, participent aux mécanismes de prévention, de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles, des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique"



4,1 millions

Personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire d'urgence



51 999

Bénéficiaires d'actifs financiers et non financiers



50 450 Ha

De forêts ont été réhabilités en 2022



200

Installations WASH construites /réhabilitées



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



En 2022, afin de prévenir la crise alimentaire et nutritionnelle liée à la sécheresse de 2021, le Gouvernement a élaboré, avec le concours de l'Équipe Pays du Système des Nations Unies et de la Banque mondiale, un plan de soutien de 160 milliards de FCFA sur la base d'une prévision de 3,3 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère. Le gouvernement du Niger et ses partenaires humanitaires ont fourni une aide alimentaire d'urgence à 4,1 millions de personnes sur un total de 4,4 millions de personnes dans le besoin pendant la période de soudure, soit 95% des besoins couverts.

Dans le cadre de l'appui aux programmes de filet social inclusif, des activités innovantes ont été initiées à travers la Cellule Filets Sociaux et mises en œuvre par le Système des Nations Unies (SNU). Ce sont entre autres, le programme pilote de transferts en espèces en réponse à la sécheresse et sa composante « CASH Plus » sensible aux enfants, l'extension du volet productif des filets sociaux et le programme pilote de filet social inclusif des personnes en situation de handicap, pour un total de 364 414 ménages bénéficiaires.

Produit 1.1. Les populations, les institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées ont les capacités techniques et opérationnelles pour une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique.

En 2022, 1376 227 personnes (personnel de ministères, agents de collectivités territoriales et représentants communautaires) ont bénéficié d'activités menées par le SNU dans le cadre de la préservation des ressources naturelles et de l'accès à des sources d'énergie propre et durable

Les communautés engagées dans les activités de restauration des terres et création d'actif productif ont réhabilité 50 450 ha de terres dégradées en plus de 470 km de bandes pare feux réalisés, ce qui porte la superficie totale des terres réhabilitées par les agences, de 2019 à 2022, à 280 000 hectares.

Produit 1.2. Les populations, institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées, ont les capacités pour développer des chaînes de valeur créatrices d'emplois décentes dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique.

En 2022, 95 organisations paysannes ont bénéficié de renforcement de leurs activités dans le cadre du projet régional CRIALCES, qui favorise l'approvisionnement en aliments enrichis produits localement. Ces organisations paysannes ont été formées à la production végétale et légumière, à la transformation, au contrôle de la qualité et aux techniques de commercialisation de produits tels que l'huile d'arachide enrichie et la farine de millet enrichie.

60 316 ménages ont été initiés à des activités génératrices de revenus (AGR) dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique, ainsi que celui de la couture. Cela a contribué à la redynamisation de l'économie locale dans les collectivités rurales.

1 871 personnes ont bénéficié d'actifs financiers et non financiers, portant le nombre total de bénéficiaires à 50 128 personnes de 2019 à 2022.



Produit 1.3. Les populations, les institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées ont des capacités améliorées en prévention et gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et des catastrophes naturelles, pour une résilience renforcée face aux chocs structurels et conjoncturels.

Les agences ont travaillé au renforcement des Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) afin d'améliorer les évaluations gouvernementales de la sécurité alimentaire, la prévention et de gestion des crises alimentaires. En 2022, 13 OSV et près de 687 structures communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU) ont vu leurs capacités renforcées contre 180 SCAP-RU, de 2019 à 2020, soit un taux de réalisation de plus de 100%.

Le SNU a apporté son assistance au ministère de l'Action Humanitaire lors de l'élaboration du plan de contingence pour les inondations et le plan d'urgence du gouvernement pour répondre aux besoins croissants des crises humanitaire causées par des catastrophes naturelles. À cet effet, 2 667 abris d'urgence et 3 962 kits NFI ont été distribués aux déplacés / réfugiés. Dans l'optique d'encourager un retour durable des déplacés, 200 installations WASH ont été construites/réhabilitées et un centre de transit d'une capacité d'accueil de 500 personnes a été mis en place à Yawaré.

Les résultats sous l'Effet 2

« D'ici à 2021, la gestion du développement et des données statistiques à tous les niveaux ; la sécurité transfrontalière et communautaire ainsi que le système judiciaire sont améliorés et garantissent les droits humains avec des institutions aptes à conduire des processus démocratiques et des collectivités territoriales capables de satisfaire les besoins spécifiques des couches les plus vulnérables »



300 000

Femmes et jeunes
enregistrés à l'état civil



28

Centres d'alphabétisation dédiés aux
femmes et filles construits



L'année 2022 a vu se poursuivre les efforts pour renforcer l'échelon décentralisé avec la réalisation d'un état des lieux de la décentralisation financière dans 72 communes par la Direction des Finances des Collectivités Territoriales et la mise en place des dispositions législatives adoptées en 2019-2020. La mise en œuvre du programme pilote taxation, participation et redevabilité (recensement administratif, campagne radio, missions conjointes mairie et chefferie traditionnelle, dispositif d'information et communication de la commune, budget participatif), mis en œuvre depuis 2020 dans 10 communes pilotes de Maradi, Zinder, Tahoua et Diffa avec l'appui de la Banque Mondiale et de GIZ-ProDEC, s'est poursuivi avec un impact statistiquement significatif sur la collecte des taxes et la participation des jeunes dans les réunions communales, mais mitigé sur la participation des femmes et la satisfaction des citoyens sur l'utilisation des ressources. Des agents du Ministère du Plan et du Ministère des Finances ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière de budgétisation sensible au dividende démographique. Un dialogue politique avec les Parlementaires fut également organisé en vue de promouvoir des investissements publics conséquents dans la capture dudit dividende. 14 communes ont bénéficié d'une assistance pour mobiliser et coordonner des rencontres multi-acteurs. Cela a permis de développer l'approche de contrat social adaptée au contexte des diverses communes du pays et d'aligner tous les acteurs de la décentralisation dans une démarche de cocréation

Produit 2.1. Les institutions et organes au niveau national, régional/local, ont les capacités d'assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PDES et des ODD y compris la collecte, la gestion et l'utilisation de données statistiques fiables et désagrégées.

À travers une approche conjointe, le Système des Nations Unies (SNU) a contribué à renforcer les capacités du Ministère du Plan et des ministères sectoriels dans le cadre de l'évaluation finale du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2017-2021) et le diagnostic du contexte de développement ayant précédé la formulation du PDES 2022-2026. Cette assistance du SNU s'est poursuivie dans l'organisation de la table ronde de financement du PDES 2022-2026 à Paris (France) du 5 au 6 décembre 2022. Ce qui a permis de d'obtenir des promesses de financements de la part des bailleurs de fonds de l'ordre de 47 milliards de US\$ pour le financement du PDES actuel, soit 150% du coût du plan.

Les universités de Dosso et Abdou Moumouni de Niamey ont bénéficié de renforts en matériel informatique leur permettant de moderniser leur structure didactique.

Dans le cadre de la digitalisation/gestion électronique des documents d'archives des tribunaux 60 Volontaires des Nations Unies (VNU) communautaires ont été recrutés et déployés dans trois régions (Niamey, Maradi et Zinder) afin de procéder à la numérisation des documents et archives du ministère de la Justice et des services connexes. Cet appui a permis non seulement d'améliorer la conservation des documents contenant des informations importantes mais aussi un meilleur système de recherche documentaire.

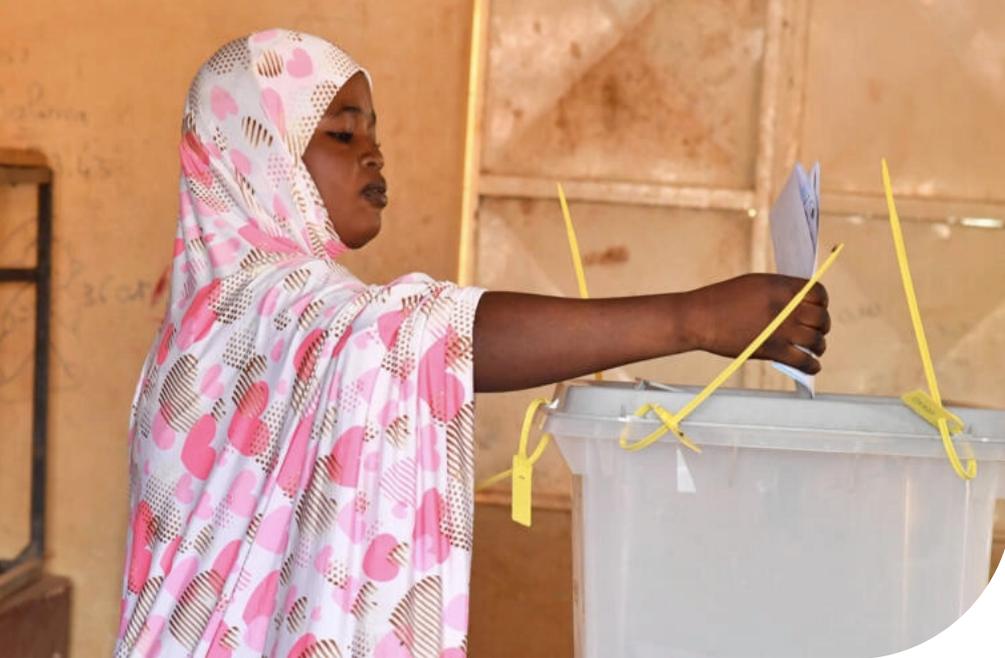


170 cadres de ministères sectoriels, de services déconcentrés régionaux et locaux en charge de la programmation, de la planification nationale et régionale ont été formés sur la stratégie de planification et de budgétisation sensible au genre et à la VBG.

L'Institut National de la Statistique (INS) a été assisté dans le développement d'une plateforme de gestion de données sur les migrations disponible à l'adresse <https://migrations.stat-niger.org/indicateurs>. L'INS a également bénéficié d'un renforcement technique de son système d'enregistrements civils et des statistiques vitales.

Produit 2.2. Les communautés ciblées et les institutions chargées de la sécurité transfrontalière et intérieure ont les capacités pour prévenir et atténuer les menaces, favoriser la cohésion sociale et consolider la paix et la stabilité.

454 jeunes (25% de femmes) d'associations communautaires ont été formés à la prévention et la gestion de conflits. Les initiatives engagées par les adolescent.e.s/jeunes, à la suite de leur formation, ont mobilisé 30 698 personnes dont 50% de femmes et permis la prévention et la gestion de plusieurs conflits. Certaines des activités de ces ambassadeurs de la paix ont pu être mener grâce au programme Search for Common Ground et Social Change Factory.



Produit 2.4 Les institutions chargées des élections ont les capacités pour gérer les processus électoraux de manière démocratique, inclusive, transparente et crédible.

L'appui du SNU a permis de faciliter la transition d'une CENI ad hoc à une CENI permanente à travers des renforcements de capacités techniques et la mise en place d'un dispositif de gestion des élections avec un fichier numérisé. Grâce à cette amélioration, la CENI a réussi à enrôler, en 2022, 101 898 nigériens de la diaspora dans 5 pays (Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo), pour l'organisation prochaine de l'élection des députés de la diaspora.

Les éléments de la GNN (Garde Nationale du Niger) déployés dans les zones de Tahoua, Tillabéry et Diffa ont vu leurs capacités se renforcer par des dons de 84 véhicules, du matériel de protection et de communication. Ce renforcement a eu un effet significatif sur l'amélioration de la sécurité des populations cibles. 82% de la population de Bosso se sent désormais plus en sécurité.

209 éléments des forces de défense et de sécurité ont été formés à la collecte et la préservation des preuves dans les zones de conflit. Ils ont également été dotés en matériel criminalistique pour une meilleure conduite des opérations de terrain.

Les autorités régionales du Niger disposent désormais de meilleures capacités de réponses aux crises grâce à un exercice de simulation (SIMEX) ayant mobilisé plus de 700 personnes sous la supervision des services centraux et régionaux ainsi que du SNU.

28 centres d'alphabétisations ont été construits dans le Sud de Maradi. Ce qui a permis à 1 220 femmes et filles d'apprendre, non seulement, à lire et à écrire, mais également de s'instruire sur la promotion et la protection de leurs droits.

En matière de réinsertion socio-économique d'anciens membres d'Organisations Extrémistes Violentes (OEV), l'Etat du Niger a mis en place, avec le concours du SNU, un système d'information, d'enregistrement et de référencement (ICRS) des ex-membres des OEV. Le centre de réinsertion de Hamdallaye, à Tillabéry, a d'ailleurs été réhabilité afin d'encourager les efforts de reconversion des anciens membres des OEV.

Produit 2.3 Les institutions judiciaires et de promotion des droits humains ont les capacités d'assurer l'accès des plus vulnérables à une justice efficace et le respect des conventions et traités internationaux.

En 2022, l'appui de l'Équipe pays a permis à 25 059 personnes d'être assistées sur le plan juridique, d'accorder l'assistance judiciaire à 1 801 individus dont 479 cas de VBG et une prise en charge psycho-sociale et juridique à 346 enfants en conflit avec la loi.

Le renforcement des capacités de la CENI s'est aussi traduit dans le rehaussement de la participation des femmes et des jeunes au processus électoral, sujet qui est un des résultats attendus du Programme d'Appui au Cycle Electoral (PACE). 300 000 femmes et jeunes ont été dotés de pièces d'état civil leur ayant permis d'être inscrits sur le fichier biométrique et ainsi pouvoir voter, certains pour la première fois. Le SNU a également contribué au déroulement des élections dans un climat apaisé et respectueux des droits de l'homme grâce à des séries de formations qui ont permis de renforcer les capacités de 157 acteurs concernés par le processus électoral dont 64 notamment membres de la CNDH, acteurs des organisations de la société civile, professionnels des médias et les forces de défenses et de sécurité.

Produit 2.5 Les collectivités territoriales ciblées ont les capacités renforcées pour fournir des services publics de base répondant aux besoins spécifiques des populations, en particulier les couches les plus vulnérables

Grâce à l'appui du SNU, le Niger dispose d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) qui permet désormais au ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire d'assurer une meilleure gestion des ressources en matière de gouvernance locale et de décentralisation. L'appui de l'Équipe pays s'est également étendu aux collectivités territoriales dont 4 ont bénéficié de déploiements de guichets publics modernes pour la délivrance de documents administratifs de base, et 11 autres ont bénéficié de subventions afin de réaliser des investissements socio-économiques résilients au changement climatique sous maîtrise d'ouvrage communale.

Les résultats sous l'Effet 3

« D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquies des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants ».



Les adolescentes du projet "Illimin" produisent 10.000 masques pour lutter contre le COVID-19 (UNFPA)



Dans un contexte marqué par plusieurs chocs sécuritaires, sanitaires, climatiques et alimentaires, l'accès des femmes et des jeunes aux services holistiques de qualité pour une meilleure protection contre les violences, en particulier les Violences Basées sur le Genre (VBG) a été amélioré par la mise en place d'un dispositif national de prise en charge.

Produit 3.1 Les femmes et les jeunes les plus vulnérables y compris ceux déscolarisés et non scolarisés des zones ciblées ont des capacités et aptitudes professionnelles et techniques renforcées pour accéder aux opportunités économiques afin d'assurer leur autonomisation

29 817 femmes et filles ont bénéficié d'une formation en autonomisation et d'AGR (Activités génératrices de revenus) via des programmes tels que l'Initiative Illimin ou encore le programme conjoint JP RWEE (UN Joint Programme Rural Women Economic Empowerment). Les revenus générés et les compétences acquises par les femmes et les jeunes ont contribué à renforcer leurs capacités de résilience et celles de leurs familles.

L'art n'est pas non plus en reste des interventions de l'Équipe pays, car les artisans de la région d'Agadez bénéficient désormais d'un outil moderne de promotion et de valorisation de leurs œuvres, à savoir la plateforme de commerce électronique AGAD'ART, mais aussi d'une salle d'exposition.

Produit 3.2 Les femmes et les jeunes des zones ciblées ont des capacités renforcées pour participer activement aux instances de prise de décisions à



tous les niveaux et en particulier au niveau communautaire.

28% de femmes parlementaires et 50% des membres des réseaux de clubs Dimitra ont été formées pour renforcer leur implication dans les instances de prise de décisions au niveau communautaire. Des médiatrices, au nombre de 400, ont été déployées dans les communes de Téra, Bankilaré, Banibangou, Ayérou, Ouallam, comme ambassadrices de la paix. Ces médiatrices, au-delà de leur contribution pour asseoir un processus de consolidation de la paix inclusif qui prend davantage en compte les besoins des femmes et des filles dans les mécanismes de prévention et de gestion de conflit, se sont investies sur les questions d'éducation des filles, l'appui psychosocial et le développement d'initiative économique.

Produit 3.3. Les femmes et les jeunes, ainsi que ceux affectés par les situations d'urgence, humanitaire et dans les familles, ont accès à des services holistiques de qualité pour une meilleure protection contre les violences, en particulier les Violences Basées sur le Genre (VBG) et le mariage des enfants.

184.557 adolescentes non scolarisées ont bénéficié d'un renforcement en compétences de vie dans le cadre de l'Initiative Illimin.

Un dispositif national de prise en charge holistique des VBG a été mis en place pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux services de qualité y compris en situation d'urgence. Les chefs de brigade de 35 départements des 8 régions du pays ont bénéficié d'une formation en audition et rédaction des procès-verbaux de qualité sur les cas de VBG en vue de mieux prévenir et prendre en charge les VBG. Des chefs de cantons et leaders communautaires ont été impliqués dans la prévention et gestion des VBG/mariage des enfants à travers 61 plans d'action.

Des centres multifonctionnels équipés (one stop center), des centres d'écoute et de soutien psycho-social ont été implantés dans les régions de Diffa, Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder, pour offrir des services adaptés aux survivantes de VBG, y compris les adolescentes et les enfants.

Des ateliers régionaux organisés dans le cadre de la traite des personnes dans le contexte de migration, ont permis à 71 forces de défense et de sécurité (dont 26 femmes) de mieux cerner les techniques d'identification et d'orientation des personnes victimes de traite de façon sensible au genre mais aussi de connaître les types d'assistance et de protection sensibles au genre à apporter aux victimes.

Les résultats sous l'Effet 4

« D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables particulièrement les jeunes, les enfants, filles et garçons, dans les zones rurales, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation formels et non formels de qualité permettant l'acquisition de connaissances et compétences utiles pour la vie dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus »



13 023

Enfants bénéficiaires de subventions pour scolarisation



1 286 999

Enfants bénéficiaires de kits scolaires



440 820

Enfants de moins d'un an enregistrés au registre de l'Etat civil



279 005

Enfants (dont 49% de filles) ont accès à l'éducation de base grâce au programme de cantine scolaire"



L'Équipe pays du système des Nations Unies s'est mobilisée pour renforcer la résilience du système éducatif et améliorer l'accès, la qualité de l'éducation et de la formation des enfants et adolescents. Le gouvernement du Niger s'est engagé à améliorer l'accès équitable à une éducation et une formation de qualité, en augmentant la part du budget national consacrée à l'éducation à 21,5% d'ici 2030. Le Ministère de l'Éducation Nationale a travaillé avec l'appui du SNU sur plusieurs initiatives visant à améliorer l'éducation, telles que l'expérimentation d'un nouveau tableau de bord pour analyser les facteurs de performance des élèves, l'élaboration d'un code de gestion des internats pour les filles et la mise en place d'un mécanisme de collecte de données en situation d'urgence pour disposer rapidement d'informations fiables et actualisées sur les écoles fermées dans les régions affectées par les conflits. Le Niger s'est également associé à d'autres pays pour participer comme pays pilote au programme accélérateur visant à remédier à la crise des apprentissages, avec l'appui de la Banque mondiale. Enfin, grâce à l'initiative globale GIGA, la géolocalisation de plus de 16 000 établissements éducatifs au Niger a été finalisée et une étude a été lancée pour développer des solutions autosuffisantes afin d'assurer la connectivité des écoles à travers le pays.

Produit 4.1 Les enfants en âge scolaire (filles et garçons), en particulier les plus vulnérables dans les zones ciblées ont un accès équitable et continu à une éducation formelle et non formelle, inclusive, de qualité, y compris en situation de crise.

415 221 enfants (dont 219 491 filles) ont été réintégrés dans le système éducatif grâce à la mise en place de nouvelles infrastructures (centres d'éducation alternative, espaces d'apprentissage temporaires, classes évolutives, etc.). 11 860 de ces enfants proviennent de pays limitrophes en proie à des violences et 4 974 sont en situation de handicap.

Afin de prévenir les abandons scolaires, 32 372 adolescentes et 10 023 enfants du primaire ont bénéficiés de programmes de mentorat et de soutien financier allant de 40 à 250 USD. Enfin, 1 286 999 enfants (607 978 filles) ont reçu du matériel scolaire d'apprentissage.

980 écoles coraniques, fréquentées par 132 925 enfants dont 73 549 filles et employant 1 905 enseignants, dont 25 femmes ont été recensées ce qui devrait permettre une meilleure prise en compte des élèves fréquentant ces écoles par le système éducatif nigérien.

Produit 4.2 : Les enfants des zones ciblées, en particulier les filles, ont accès à des services de protection de qualité contre les abus, les violences et exploitation y compris en milieu scolaire, dans leurs familles et en situation de crise.

Des enfants (12 713 dont 3 381 filles) en mobilité, dont la plupart sont des refoulés ont reçu une assistance holistique incluant un soutien psychosocial. 11 600 autres déplacés internes (dont 30% de filles), victimes de violences liées aux conflits, ont bénéficié de services de protection de l'enfance en urgence. 23 100 d'adolescents touchés par les conflits armés ont reçu une assistance d'urgence focalisée sur la gestion de la santé mentale et les services spécifiques de la part des ONG et services techniques sociaux.



Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2022, 440 820 enfants âgés de moins d'un an ont bénéficié de leurs actes de naissance.

Plus de 15 000 migrants aidés au retour volontaire dans leur pays d'origine. Ils ont également bénéficié des programmes de réintégration.

600 parajuristes communautaires formés sur les questions de VBG, à la sensibilisation et à l'orientation des survivantes des VBG.

Produit 4.3. Les communautés et les familles adoptent un comportement socio-culturel favorable à l'accès et au maintien des enfants à l'école, en particulier les jeunes filles dans les zones ciblées.

Les campagnes de sensibilisations sur l'importance de scolariser et maintenir les enfants en situation de handicap à l'école, ont permis aux communautés de s'approprier la cause. Grâce à la mobilisation communautaire, 2 520 enfants en situation de handicap ont été identifiés dans la région d'Agadez, et 360 parents se sont initiés au langage des signes.

En 2022, 936 filles et garçons leaders, 1 500 parents et 956 enseignants ont été formés sur la GHM (Gestion de l'hygiène menstruelle). De plus, 28 000 filles des classes de 6ème des écoles de Tillabéry, Zinder et Agadez ont reçu des kits GHM.

En matière d'autonomisation, 184.557 adolescentes non scolarisées ont bénéficié d'un renforcement en compétences de vie dans le cadre de l'Initiative Illimin.

Les résultats sous l'Effet 5

« D'ici à 2021, les populations des zones ciblées, particulièrement les femmes, les enfants et les adolescent(e)s, utilisent équitablement les services de qualité en matière de santé, santé sexuelle et de la reproduction, de VIH/SIDA et de nutrition, ainsi que les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement »



1 011 821

Enfants vaccinés (Penta 3)



7,5 millions USD

De moyens de contraception acquis



137

Nouveaux sites prescripteurs d'ARV créés



41

Cliniques mobiles dans les zones d'accès difficile:

409 356

bénéficiaires de soins de santé



255 127

Personnes ont accès à de l'eau potable



488 204

enfants (6-23 mois) et 124 138 femmes enceintes
Traités pour malnutrition aigüe



3 583 472

Personnes complètement vaccinés contre la covid-19



Produit 5.1 : Les femmes, les jeunes, les adolescent(e)s et les enfants, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont un accès accru aux services intégrés de qualité en matière de santé maternelle, infantile et reproductive incluant la Planification Familiale, la prévention et la prise en charge des IST/VIH SIDA dans les zones ciblées.

En 2022, 1 011 821 enfants de moins d'un an ont été vaccinés, permettant d'atteindre une couverture en Penta 3 supérieure à 90%, et de réduire de 39% le nombre d'enfants zéro dose (14 077 en 2022 contre 23 376 en 2021).

Dans le but de toucher les femmes vivant dans des zones éloignées, des sorties foraines ont été organisées par des sage-femmes (en raison d'une sortie par semaine) et 142 sorties mensuelles de clinique mobile ont été réalisées. Ces activités ont permis d'enregistrer de 2019 à 2022, 469 751 acceptrices en planification familiale. 6 313 relais communautaires (RCom) ont reçu formation, outils, équipements et médicaments permettant de prendre en charge plus de 500 000 cas de maladies et de prévenir l'infection néonatale chez 337 000 nouveau-nés par les soins ombilicaux. En matière d'approvisionnement en produits contraceptifs et produits vitaux de la santé maternelle, plus de 7 millions et demi de dollars, représentant près de 90% des besoins nationaux, ont été mobilisés et ont permis de couvrir les besoins de près de 4 millions de couples-année protection.

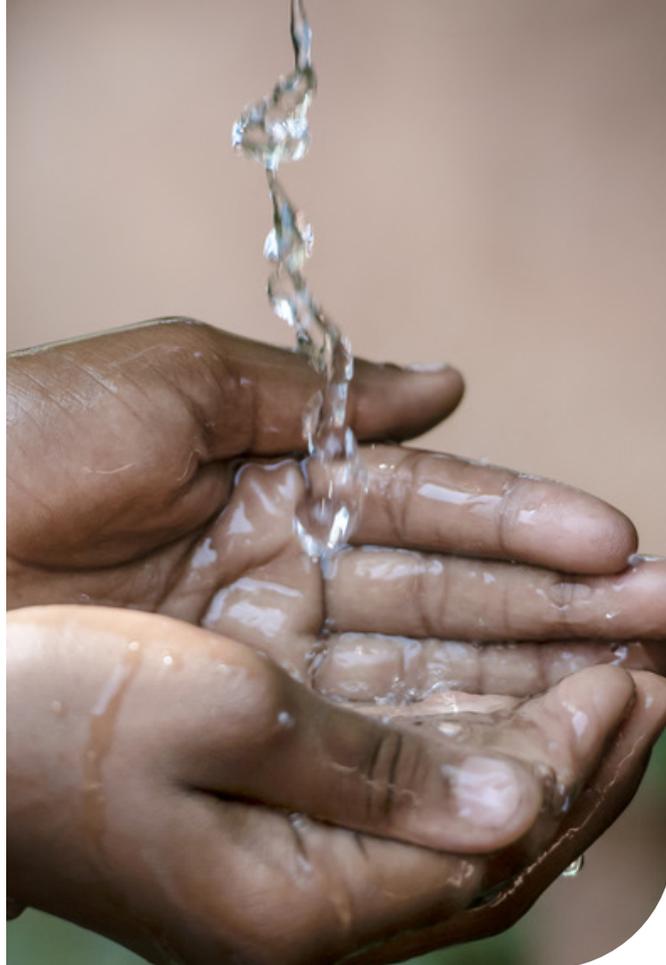
Pour améliorer l'accès de la population aux traitements, 137 nouveaux sites prescripteurs d'ARV ont été créés, ce qui porte le total à 315 sites, soit une hausse de 77% en 2022. En outre, 435 agents de santé ont été formés au dépistage VIH et à la gestion des cas de co-infection TB/VIH. Ce qui a permis de dépister et traiter 14 539 nouveaux cas de tuberculose.

Produit 5.2 : Les enfants (filles et garçons), les adolescent(e)s et les femmes, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont accès à des services promotionnels, préventifs et curatifs, nutritionnels de qualité.

Au cours de l'année 2022, 343 985 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS) ont été admis pour traitement, dont 46 457 avec complications médicales et 488 204 enfants de 6-23 mois ont été dépistés et pris en charge pour la malnutrition aigüe modérée (MAM). 6 783 884 enfants âgés de 6-59 mois ont reçu des suppléments alimentaires et des déparasitants contre les vers intestinaux. 24 138 femmes enceintes ont également été prises en charge pour MAM

Dans le cadre de la réponse aux urgences sanitaires, 972 837 personnes dans les zones difficiles d'accès (notamment dans les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa) ont bénéficié des services essentiels de santé via 41 cliniques mobiles qui y étaient déployées. En outre, les capacités de 208 agents de santé et de 454 relais communautaires ont été renforcées sur plusieurs sujets : la détection et l'alerte précoce des maladies, la prévention et le contrôle des infections et la gestion des déchets.

Produit 5.3 : Les enfants (filles et garçons), les ado-



lescent(e)s et les femmes, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, de manière continue et adoptent des pratiques d'hygiène adéquates.

En 2022, deux (2) communes supplémentaires ont obtenu la certification « Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) » grâce à la mise en œuvre de l'approche assainissement total piloté par la Communauté (ATPC).

La construction et la mise en service de 30 infrastructures d'approvisionnement en eau potable (AEP) multi-villages solaires/hybrides a permis à 147 874 personnes supplémentaires de 156 localités cibles d'avoir accès à l'eau potable. De plus, 336 communautés ont mis en œuvre des plans de sécurité sanitaire de l'eau.

24 155 élèves de 206 écoles ont désormais accès à des services de base WASH grâce à la construction de 182 blocs de latrines améliorées dans 132 écoles et la mise en place d'un accès à l'eau potable dans 74 écoles. Par ailleurs, l'approche 3 étoiles a été mise en place dans 190 écoles supplémentaires.

57 formations sanitaires ont vu leur accès aux services élémentaires WASH amélioré. En outre, 107 253 personnes ont eu accès à des services élémentaires d'eau potable et 135 317 personnes ont été sensibilisés aux pratiques d'hygiène et bénéficié de kits WASH dans le cadre de la réponse aux inondations, à l'épidémie de choléra et aux mouvements de populations.

2.3 Domaines transversaux et programmes conjoints (PBF, Spotlight et PSEA)

2.3.1 Genre

Le Système des Nations Unies à travers le programme conjoint Spotlight a soutenu techniquement et financièrement le Gouvernement du Niger via le ministère de la Justice pour mener une étude comparative et une analyse du cadre législatif national relatif à la violence, aux droits des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et reproductive (DSSR) et aux pratiques néfastes (PN). Cette étude a mobilisé et fédéré les acteurs nationaux des ministères sectoriels clés jusqu'au niveau déconcentré, le SNU, les OSC et plusieurs autres PTF. Elle a ainsi permis de formuler des recommandations pertinentes visant la mise en place de nouvelles réformes en matière de lutte contre les VBG et la promotion des droits des femmes et des filles, notamment l'élaboration d'une loi spécifique sur les VBG et la révision du code pénal et du code de procédure pénale au Niger.

Le SNU à travers le programme Spotlight continue d'apporter son appui au ministère de la Promotion de la Femme dans la prise en charge des survivantes des VBG par la mise en place de quatre (4) centres multifonctionnels de prises en charge holistiques et l'élaboration des procédures opérationnelles standards (SOP) pour le fonctionnement desdits centres. Ces SOPs ont été renforcés par l'élaboration d'un paquet de services additionnels spécifiques à la prise en charge des femmes migrantes sujettes à la violence sexiste en collaboration avec les services techniques de l'Etat, les Agences du Système des Nations Unies à travers le programme Making Migration safe for Women (MMS) et les Organisations de la Société Civile.

3 300

femmes (dont des survivantes de VBG) ont bénéficié d'investissements communautaires pour leur autonomisation

Mise à disposition

de l'ANAJJ d'un système de collecte et traitement de données sur les VBG

Réhabilitation et équipement

du Centre National de Référence pour la Fistule Obstétricale (CNRFO) de Niamey



Kadi Mahamadou, vingt-trois ans, se remet bien d'une opération de la fistule obstétricale qu'elle a subie au Centre national de référence de la fistule obstétricale, un établissement financé par l'UNFPA à Niamey, au Niger.

(Crédit photo : UNFPA/Ollivier Girard)

2.3.2 Droits Humains

L'Équipe pays a soutenu le Mécanisme National d'Élaboration des Rapports et de Suivi des Recommandations des Organes des Traités pour élaborer le plan d'opérationnalisation afin de mettre en œuvre les recommandations du 3ème cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU), des organes de traités et des procédures spéciales pour la période 2022-2026. Elle a également appuyé le processus d'élaboration du 5ème rapport périodique du Niger sur la mise en œuvre de la CEDEF permettant au Niger de se conformer aux dispositions de l'article 18 de ladite convention.

Dans le cadre de son projet de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité sur le respect du droit international des droits de l'homme, l'Équipe pays a organisé des sessions de formations sur le droit international des droits de l'homme qui ont permis de constituer un pool de 43 formateurs, dont 2 femmes, au sein de la Garde Nationale dans les régions d'Agadez et de Tahoua.

Le Niger a également bénéficié de soutien pour la modification de la loi n° 2015-36 du 26 mai 2015 sur le trafic de migrants, ce qui lui a permis de disposer d'un projet de loi consensuel, crédible et conforme aux instruments juridiques internationaux et régionaux.

Le renforcement de l'espace démocratique s'est accru grâce au soutien du SNU à la CNDH pour la rédaction d'un projet de loi visant à modifier la loi 2004-45 sur les manifestations publiques au Niger. Cet appui technique a permis de mettre en conformité cette loi avec les dispositions des instruments juridiques internationaux et régionaux ratifiés par le Niger. Enfin, 5 plateformes citoyennes ont été mises en place en vue de promouvoir et protéger les espaces démocratiques et civiques dans les régions de Maradi, Zinder, Diffa, Tahoua et Agadez.



2.3.3 Redevabilité

Protection contre l'exploitation et les abus sexuels PSEA

Sous la direction de l'équipe pays des Nations Unies au Niger, le réseau de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) a été mis en place pour coordonner et soutenir la mise en œuvre des engagements internationaux en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels au Niger, en janvier 2021. Depuis lors, le réseau PSEA compte à son actif 15 agences résidentes du système des Nations Unies, 9 ONGs nationales et 18 internationales, soit 42 entités membres du réseau PSEA. Ce réseau a réalisé une évaluation des risques PSEA, qui a mis en exergue plusieurs facteurs de risques liés à la prévalence des actes d'exploitation et abus sexuels au Niger. Pour combler ces lacunes, un groupe de 25 formateurs PSEA a été constitué pour répondre aux besoins de formation existant dans les différentes régions du Niger. Ce qui a eu pour effet l'augmentation du nombre de personnes formées, de 500 en 2020 à 1 679 en 2021 et 2 754 en 2022.

2.3.4 Fonds des Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF)

Le PBF intervient au Niger depuis 2013. À ce jour, environ 60 millions USD ont été investis dans divers projets nationaux et transfrontaliers. Le fonds a pour objectif de soutenir les efforts du gouvernement en termes de prévention, de gestion pacifique des conflits et de rétablissement de la cohésion sociale. Le portefeuille du PBF en 2022 est constitué de 14 projets dont 4 transfrontaliers, implémentés par diverses agences du SNU, des ONGs internationales (SFCG, MERCYCORPS) et une ONG nationale (ADKOUL) pour un budget global de dollars US 30 684 137.

En appui aux efforts du Gouvernement, le PBF a finalisé, en 2022, son cadre des résultats stratégique dont l'élaboration a connu la participation de toutes les parties prenantes. Cet outil stratégique du PBF est aligné sur le PDES, le plan stratégique de la HACP ainsi que le nouveau plan-cadre de coopération (PCC-UN) qui vient d'être signé.

Quelques interventions du PBF en lien avec la consolidation de la paix en 2022 au Niger :

Agadez

 337 Activités de relance économique

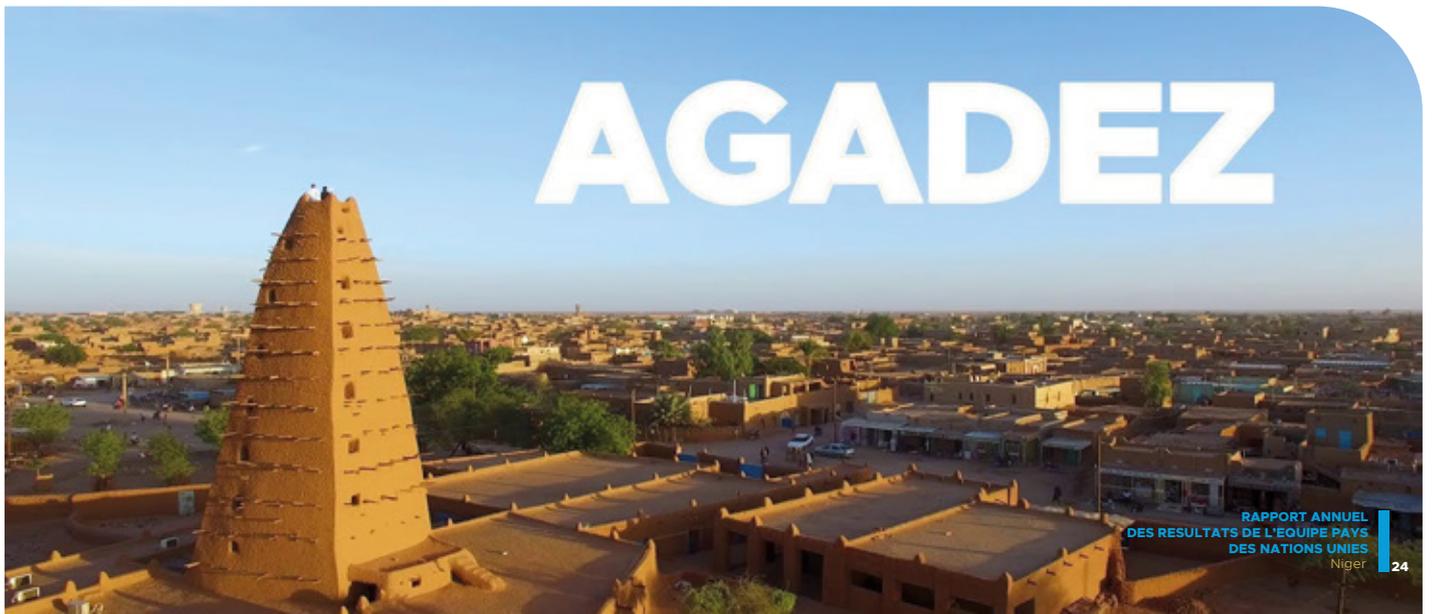
 2 754 bénéficiaires (dont 1 022 femmes)

Ces activités économiques à Agadez ainsi que les activités socio-culturelles et les sensibilisations à la cohésion sociale en faveur de 48 000 personnes dont 21 000 femmes, ont non seulement contribué à une forte réduction des conflits entre migrants et populations hôtes, mais ont aussi permis un brassage réel de ces différentes populations.

Tillabéry

 2 176 actes de naissances octroyés aux personnes à risque d'apatridie

La confiance entre forces de défense et de sécurité avec la communauté s'est améliorée à la suite de plusieurs séances de sensibilisation et le renforcement des dialogues communautaires



2.4 Avancées dans la mise en œuvre de la réforme

La réforme initiée par le SG Antonio Guterres et approuvée par les Etats membres dans le cadre d'une résolution des Nations Unies vise globalement à mieux positionner les activités opérationnelles de développement des Nations Unies pour aider les pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette réforme a permis une redéfinition du rôle de Coordonnateur Résident qui est renforcée et désormais rattachée au Secrétaire Général sous le leadership direct de la Secrétaire Générale Adjointe avec un processus de delinking du PNUD.

- Une nouvelle génération d'équipe pays ou chaque agence a désormais son Représentant pour travailler de manière plus cohérente.
- Un cadre d'aide au développement qui prend en compte à la fois les questions de Développement, Humanitaire, Paix et Sécurité a été conclu avec le gouvernement.

Le PCC 2023-2027 constitue la réponse commune des Nations Unies aux priorités nationales contenues dans le PDES 2022-2026 et permet d'adresser les Objectifs pour le développement durable (ODD). Cet outil stratégique aidera aussi l'équipe pays des Nations Unies à renforcer la coordination et la cohérence de ses interventions, de réduire les coûts de transaction y relatifs et à maximiser l'impact de ses résultats conjoints et collectifs sur les conditions de vie des populations particulièrement les plus vulnérables.

Le PCC 2023 - 2027 est un levier que l'équipe pays des Nations Unies utilisera désormais pour coordonner le dialogue avec le gouvernement, les Partenaires techniques et financiers (PTF), et pour entreprendre des initiatives conjointes de développement des partenariats stratégiques et de mobilisation des ressources. L'élaboration du PCC 2023 - 2027 a été orientée par les résultats et les leçons apprises de l'évaluation finale de l'UNDAF 2019 - 2021 et de l'analyse commune de pays réalisée en 2021. Pour mettre en œuvre le PCC, le système des Nations Unies a défini et précisé les rôles, les responsabilités et les processus nécessaires pour la supervision, la coordination, la gestion, les accords de partenariats, la planification, le suivi et l'évaluation.

2.4.1 Communication conjointe

Le système des Nations Unies au Niger est engagé depuis 2019 dans la démarche du « Delivering as One » (DAO) et est bien avancé dans la mise en œuvre des piliers y relatifs, entre autres, la mise en place d'un Groupe de Communication (UNCG) en vue de renforcer la coopération entre les agences dans le domaine de la communication externe et pour le développement, ainsi que pour améliorer la visibilité des activités des Nations unies dans les médias nationaux et internationaux. La présidence de ce groupe est assurée de manière rotative selon un mandat de deux (2) ans par les différentes agences. Depuis 2021 le HCR et l'OIM en assurent la

présidence et la coprésidence.

Cet outil stratégique de communication conjointe devra permettre au SNU de s'orienter progressivement vers un dispositif complet de communication conjointe afin de renforcer la mise en valeur de thématiques stratégiques communes et l'atteinte de résultats communs en matière de plaidoyer pour un meilleur impact de développement. Au registre des activités phares ayant marqué la communication conjointe en 2022, on peut citer :

- La visite du Secrétaire Général en mai 2022 qui lui a permis de s'enquérir de la situation au Sahel et au Niger en particulier, caractérisée par une détérioration sans précédent aux plans sécuritaire et humanitaire, ces dernières années. Avec l'appui du Groupe de communication conjoint, une visite terrain a été organisée à Ouallam, en présence de la presse tous bords confondus.
- Le Gouvernement du Niger et le Système des Nations Unies ont lancé conjointement le 1er novembre 2022 le Plan cadre de coopération des Nations Unies (2023-2027) pour le développement durable. L'évènement a réuni les partenaires techniques et financiers, et toutes les parties prenantes.

2.4.2 Évaluation et leçons apprises

L'évaluation finale de l'UNDAF a été conduite dans le cadre de la mise en œuvre du calendrier de suivi et évaluation établi par l'équipe pays des Nations unies. Cet exercice évaluatif a coïncidé avec la réalisation de l'évaluation finale du Plan de développement économique et social (PDES) 2017 - 2021 et du diagnostic stratégique entrepris par le gouvernement dans le sillage de la formulation du PDES 2022 - 2026. Cette coïncidence a permis des échanges très fructueux entre les équipes d'évaluation recrutées par l'équipe pays des Nations Unies et le gouvernement sur la collecte des données et l'analyse de la contribution des résultats de la mise en œuvre de l'UNDAF aux résultats de développement réalisés par le gouvernement.

Malgré des résultats satisfaisants, l'évaluation de l'UNDAF montre que toutes les cibles des produits n'ont pas été atteintes. Dans les zones d'intervention, les interventions du SNU ont permis aux populations d'accéder à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, de renforcer leur résilience aux diverses crises et de gérer durablement les ressources naturelles et énergétiques. Les taux d'exécution financière pour tous les produits se sont situés à plus de 60% à la fin de 2020.

La conduite de l'évaluation finale de l'UNDAF a permis de tirer des enseignements utiles pour les prochains exercices évaluatifs. Il s'agit des principales leçons suivantes :

- La coïncidence de l'évaluation finale de l'UNDAF 2019 - 2021 avec celle du PDES 2017 - 2021 a été très bénéfique en termes d'échanges d'informations et sur la contribution des Nations Unies aux priorités nationales. Cet enseignement plaide pour une planification concertée des exercices évaluatifs envisagés par le gouvernement et les Nations Unies.

- Le manque de données récentes et désagrégées a été un sérieux obstacle pour la conduite de l'évaluation finale notamment pour apprécier les progrès vers la réalisation des cibles des effets. La production des données requiert un appui des Nations Unies au renforcement des capacités du gouvernement pour la production régulière des données statistiques désagrégées.

- L'appui des spécialistes en suivi et évaluation des agences a été déterminant pour la collecte des données. Il a révélé l'urgence et la nécessité de la mise en place d'une base de données commune

dans laquelle devraient être stockées toutes les données produites par les agences et les parties prenantes à la mise en œuvre de l'UNDAF et aux programmes pays. Cette base de données va au-delà d'UN INFO. Cette évaluation finale a montré aussi la nécessité de la mise en place d'un dispositif commun de gestion des connaissances qui devrait faciliter la revue documentaire et la collecte des données.

- L'appui du bureau du Coordonnateur résident a été décisif pour surmonter les contraintes auxquelles cet exercice évaluatif a été confronté.

2.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources

EFFETS	BUDGET PLANIFIE (USD)	RESSOURCES DISPONIBLES (USD)	RESSOURCES UTILISEES (USD)	TAUX D'UTILISATION
Effet 1	180 971 706	251 145 937	183 146 600	72,9%
Effet 2	45 446 024,4	39 892 192,6	39 827 109,3	99,83%
Effet 3	25 183 225	37 582 985	35 958 584	95,67%
Effet 4	260 299 950	272 022 971	271 975 178	99,98
Effet 5	159 617 395	102 503 324	98 469 637,3	96,06%
Total	671 518 300	703 147 410	629 377 109	89,5%



Résilience (effet 1)



Gouvernance, Paix et Sécurité (effets 2 et 3)



Développement social et dividende démographique (effets 4 et 5)

■ Ressources utilisées
■ Ressources disponibles

3

PRIORITES DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023



Les Nations Unies soutiennent le Niger à travers les priorités déclinées dans son nouveau Plan de Coopération pour le Développement Durable (PCC 2023-2027). L'élaboration simultanée du Plan de Développement Économique et Social (2022-2026) et du PCC a permis un alignement des priorités des Nations Unies et celles du Gouvernement du Niger. Ainsi, l'année 2023 sera consacrée à la consolidation des acquis de développement et la progression vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Pour ce faire, l'Equipe pays envisage, en priorité :

- Clôturer l'ancien UNDAF puis mettre en œuvre le PCC ;
- Finaliser et mettre en œuvre les quatre programmes phares issus du PCC qui sont axés sur : i) l'éducation, ii) l'accès à la justice et droits humains, iii), l'amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique, iv) « Saraounia » relatif à la promotion du genre ;

- Renforcer les actions de mobilisation des ressources pour l'opérationnalisation des pooled funds ;

- Poursuivre la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées internes et les réfugiés ;

- Renforcer la coordination des activités des partenaires techniques et financiers afin d'apporter un appui efficient au Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social 2022-2026 ;

- Promouvoir l'image du Niger en appuyant le Gouvernement dans l'organisation d'évènements d'envergure qui réunissent plusieurs participants de différents pays au Niger.



NATIONS UNIES
NIGER



CONTACTS

Maison des Nations Unies 428,
Avenue du Fleuve Niger
B.P. 11 207 Niamey - Niger

www.niger.UN.org/fr